

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 389

Rubrik: A nos abonnés

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 28.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Dans les kiosques, les puissants et les absents

Saisissants contrastes dans l'actualité des « kiosques », alémaniques et helvétiques par voie de conséquence, actualité dont nous tentons de saisir, ici même, les grandes lignes, semaine après semaine. A peine avait-on assimilé les dimensions impressionnantes du nouvel empire en voie de constitution dans la Suisse du nord-ouest autour de la « Basler Zeitung », à peine avait-on envisagé les conséquences probables de l'apparition sur le marché publicitaire d'une édition régionale (Zürich) de « Blick », voilà que se précisent les moyens mis en œuvre par la Migros pour lancer la nouvelle formule quotidienne de « Die Tat ».

Autour de Roger Schawinski (ex-« Kassensturz »), rédacteur en chef, s'articule déjà une rédaction formée à tous les goûts de la presse suisse alémanique : s'y côtoient en effet des journalistes issus de multiples horizons, d'« Annabelle » à la « Weltwoche » en passant par la « National Zeitung », « Blick » ou l'ancienne « Tat ». Et pour réussir « la tentative la plus marquante dans le domaine de la presse quotidienne depuis dix ans », la Migros a en fait si peu lésiné sur les moyens que les salaires des collaborateurs d'autres journaux ont dû, à ce que l'on dit, être augmentés pour assourdir les sirènes dorées des héritiers de Duttweiler. Le contraste, c'est que face à ces démonstrations d'opulence, la presse de gauche, socialiste, incarnée dans la chaîne « AZ », reste pratiquement figée dans des structures de survie (ici reprise de pages de la bernoise « Tagwacht », là emprunts au « Badener Tagblatt », et ainsi de suite).

Ainsi donc, face à la reprise en main de la « NZ » et à sa nouvelle affirmation sous des couleurs pour le moins « centristes », face aux investissements de Migros dans un nouveau produit imprimé, face à la stratégie tous azimuts de Ringier, la gauche ne peut-elle, au mieux, que camper sur ses positions...

C'est un fossé qui se creuse, mois après mois, sans

autre contrepartie que la multiplication des déclarations sur la diversité de la presse dans notre pays, et sur son aptitude traditionnelle à refléter la pluralité des opinions !

A NOS ABONNÉS

PS. — Si la concentration des moyens devient flagrante en Suisse alémanique, elle n'est pas moins évidente en Suisse romande, comme l'on sait. Face aux déploiements de force des « grands » titres au moment des réabonnements de fin d'année, les abonnés de DP ont cependant la possibilité de sauvegarder une parcelle de cette fameuse « diversité » en renouvelant leur appui à cet hebdomadaire. C'est leur fidélité, et elle seule — puisque sont exclues toutes « aides extérieures », publicité ou subventions quelles qu'elles soient — qui est la condition « sine qua non » de la poursuite d'une tentative de presse de gauche qui paraît indispensable. Et l'équipe de DP trouvera dans ces témoignages de confiance les ressources nécessaires pour doubler les caps qui s'imposent et élargir l'audience de « Domaine Public ». Cela devait être dit ici à nouveau pour que la rédaction et l'administration du journal puissent vous transmettre, l'esprit plus libre, leurs vœux les plus chaleureux pour 1977.

L'ombre de M. Freymond

Le moins que l'on puisse dire est que M. Jacques Freymond, directeur de l'Institut des hautes études (HEI) à Genève, se montre prolix en déclarations sur l'administration du dit institut. Voilà une ébauche de transparence qui contraste agréablement avec des années de règne sans partage sur la base d'une information minimum ! A l'origine de ce branle-bas, une question d'Arthur Villard au Conseil fédéral, inspirée d'un article de DP (383) et mettant en cause des subventions du shah aux HEI. Pour le reste, il faut admettre que

les « précisions » données par M. Freymond (souvent en contradiction avec son propre fils, chargé paraît-il des négociations avec le shah : combien de « stagiaires » iraniens ? Trente ? Sept ? — la contrepartie en espèces : un million ? davantage ?) ne sont qu'un écran de fumée dissimulant maladroitement le fond du problème.

Il ne suffit pas de répéter comme un leitmotiv que cet apport de l'empereur sanglant de Téhéran est tout à fait « normal ». Encore faudrait-il donner des garanties que l'antenne de la police secrète iranienne ne sera pas reconstituée à Genève sous cette nouvelle couverture (avec la « Leserzeitung » (numéro 45) nous demandons que la Confédération soit renseignée de la façon la plus approfondie sur la « qualité » réelle de ces hôtes douteux). Encore faudrait-il justifier jusque dans les détails le montant des fonds perçus (pourquoi davantage que des bourses d'étudiants ? Est-ce l'usage général ?). Encore faudrait-il éclairer la nature exacte des liens entre l'Iran et les HEI au moment où ce régime totalitaire est mis en accusation par des organismes internationaux parmi les plus dignes de foi (voyages multiples des responsables des HEI à Téhéran, articles dans la presse iranienne, etc., le tout pouvant culminer en une véritable caution « scientifique »).

Et en définitive, le plus inquiétant, dans cette polémique, est la révélation du poids croissant de M. Jacques Freymond sur l'Institut d'études du développement (IED) : « J'avais été informé par le directeur de l'IED que M. Ziegler n'y donnait pas régulièrement son enseignement ; j'ai donc jugé que je ne pouvais pas mentionner à nos étudiants un enseignement qui n'était pas conduit avec régularité », devait déclarer le directeur des HEI à « La Suisse » pour justifier sa décision de rayer Jean Ziegler de la liste des cours de l'IED. Voilà un « tuteur », même accrédité par l'Université, dont l'ombre (relations privilégiées avec l'Iran, avec l'Ecole de Chicago dont on sait les liens avec le régime chilien actuel), si elle continue à s'étendre sur l'IED, ne peut qu'en compromettre la crédibilité.